

Analyse de contexte dans l'espace transfrontalier Kongo (février-août 2010)

Cette présente analyse a été produite à l'occasion du second atelier du réseau *Mbongi ya nsobolo* qui se déroulait du 31 août au 03 septembre 2010 à Nkamba en République Démocratique du Congo. Le Réseau *Mbongi* regroupe plusieurs organisations de la société civile de l'Angola, de la République du Congo et de la RDC. Les participants à l'atelier ont donc essayé de proposer un regard croisé sur la situation de l'espace transfrontalier Kongo en rapportant les faits marquants qui se sont déroulés depuis le mois de février 2010 (date du premier atelier *Mbongi*).

Cet espace comprend les provinces d'Uige, de Zaïre et de Cabinda en Angola, le Bas-Congo en RDC et les départements du Pool, de Niari, Bouenza et Kouilou au Congo-Brazzaville. De part et d'autre du fleuve Congo, les populations quelle que soit leur nationalité sont liées par une unité culturelle héritée de l'ancienne organisation socio-spatiale Bakongo. Il paraissait donc intéressant de faire une analyse contextuelle dépassant les frontières étatiques, l'évolution du contexte dans un des trois pays ayant souvent des répercussions rapides sur la situation des deux autres.

Des relations sous-régionales apaisées...

Sur le plan politique on note à l'échelle régionale une relativement bonne entente entre les dirigeants des trois pays. Comme le montrent les différentes rencontres qui ont eu lieu entre les présidents Dos Santos, Kabila et Sassou Nguesso et qui donnent le sentiment d'une gouvernance tripartite harmonieuse de la sous-région. De même à l'intérieur de ces trois pays, on a pu noter certaines avancées en matière de gouvernance.

En Angola comme en République du Congo, le poste de premier ministre a été supprimé pour faire place à un système de grands pôles ministériels. A Brazzaville par exemple on trouve les pôles « économie », « souveraineté nationale », « socioculturel » et « infrastructures ». Si pour le moment les Congolais constatent une certaine léthargie dans l'organisation et la coordination du fait de la disparition de la fonction de premier ministre, en Angola où le système est expérimenté depuis plus longtemps, on témoigne d'une amélioration dans la communication entre les ministères eux-mêmes et entre le gouvernement et la population.

Bientôt 1 an après le début des expulsions massives de ressortissants angolais et congolais, la situation semble donc aujourd'hui apaisée entre les gouvernants qu'on a trouvés régulièrement réunis à l'occasion des festivités du cinquantenaire des indépendances de la RDC et du Congo-Brazzaville. De même les relations économiques se renforcent entre les Etats ces derniers mois dans le cadre des

institutions d'intégration régionale que sont la CEEAC ou la SADEC. Malgré cela, les problèmes internes demeurent et parfois s'aggravent.

Des conflits internes toujours palpables...

Si du côté de Brazzaville, le processus de réconciliation nationale a connu une avancée capitale avec l'amnistie par le président Sassou Nguesso, des anciens opposants partis en exil, en RDC des doutes commencent à se faire sentir quant à l'organisation des prochaines élections nationales et locales.

La date des élections présidentielles vient d'être en effet repoussée à novembre 2011, alors que le mandat du président actuel doit se terminer en décembre 2010. On craint donc l'éclatement de violences pré-électorales par une population déjà mécontente du bilan présidentiel et provincial.

Au Bas-Congo en particulier, la situation semble assez préoccupante et les frustrations des populations sont accentuées par la gestion répressive de la question Bundu Dia Kongo. En effet ce mouvement politico-religieux interdit depuis les événements de 2008 n'a toujours pas trouvé de réponse légale à sa demande de création d'un parti politique déposée depuis 2009, le Bundu Dia Mayala (BDM). Durant le mois d'août 7 nouvelles arrestations de responsables du mouvement dont le secrétaire général et le trésorier ont eu lieu à Boma et Luizi.

Quelques jours après, un journaliste du site Infobascongo qui avait relaté l'affaire recevait des menaces de mort, signe que le dossier BDK reste extrêmement épineux deux années après les violences qui avaient secouées le Bas-Congo.

En Angola, il en va de même pour la situation de l'enclave de Cabinda où les forces de l'ordre continuent la répression contre les sympathisants du FLEC (Front de Libération de l'Enclave du Cabinda) et ce malgré l'annonce du président en exil du mouvement Henrique Nzita Tiago, début juillet, d'abandonner toute lutte armée afin de favoriser un dialogue avec le gouvernement angolais. Au cours du mois d'août, des incursions de l'armée angolaise à la recherche de rebelles du FLEC ont été relevées à plusieurs reprises dans le territoire de Tshela (RDC).

Crise économique : une jeunesse sous tension...

Une recrudescence de la délinquance juvénile est constatée de manière générale dans les trois pays. Cette délinquance est en grande partie due à la détérioration des conditions de vie et à la baisse du pouvoir d'achat.

En Angola en particulier, les inégalités socio-économiques semblent s'accroître alors qu'il n'existe toujours pas de politique réelle de réduction des disparités régionales. Les provinces du Nord peuplées en majorité par l'ethnie Kongo restent

toujours l'angle mort du développement angolais. Ce qui renforce les frustrations chez les jeunes (développement des antivaleurs et de la délinquance).

Des comportements violents se développent également chez une partie de la jeunesse généralement peu touchée par ce genre de problèmes. Au Bas-Congo, par exemple, des heurts ont éclaté à Mbanza Ngungu entre étudiants de l'UK (Université Kongo) et de l'ISP (Institut Supérieur Pédagogique). On a aussi rapporté une rixe perpétrée par des jeunes de l'UPK (Université Protestante de Kimpese) contre des commerçants Chinois à Kimpese. A Matadi, si la délinquance juvénile semble en progression, il en est de même avec la prostitution des jeunes filles, signe entre autre d'une hausse de la précarité.

Dans le département du Pool (République du Congo), de jeunes ex-combattants *Ninja* qu'on disait démobilisés ont repris la pratique des braquages routiers et des pillages, apparemment mécontents de leurs conditions de vie. Cette situation a causé une hausse de l'insécurité dans la région ces derniers mois.

Des frontières encore trop rigides...

La circulation des biens et des personnes est toujours rendue difficile entre les trois territoires par les différentes contraintes douanières. C'est le cas en particulier le long de la frontière entre l'Angola et la RDC où les populations subissent les différents abus tarifaires des autorités.

L'entrée au Cabinda est encore très compliquée pour les ressortissants Congolais. Le passeport est maintenant obligatoire pour accéder à l'enclave, enfin une caution de 600\$ est demandée côté angolais, ce qui exclut la plupart des populations riveraines de l'entrée au Cabinda. En mai dernier, cette situation a entraîné de vives tensions entre les populations et les autorités au niveau du poste de Yéma à une trentaine de kilomètres au nord de Muanda.

Dans ce contexte, le commerce transfrontalier malgré un fort potentiel reste peu développé alors que les trafics illicites comme par exemple le commerce du carburant entre Soyo et Muanda sont encouragés. Dans la région de Kinshasa et Brazzaville, les nombreuses commerçantes Kinois préfèrent embarquer sur des pirogues en dehors de la ville à leurs risques et périls, afin d'éviter les tracasseries du beach.

Les frontières administratives restent donc particulièrement rigides entre les trois pays et malgré l'apparente décontraction des relations au sommet de nos trois Etats, cette situation pèse sur le quotidien des populations. Ainsi, c'est tout le développement de la sous-région qui s'en trouve freiné par cette politique de cloisonnement des territoires.

Contrôlées à des fins sécuritaires, les frontières provoquent en fait davantage de tensions au niveau local. Aux problèmes des populations déjà en prise avec la crise économique et les différentes tensions qui en découlent (délinquance juvénile, conflits fonciers, crises identitaires...) viennent donc s'ajouter ces multiples entraves à libre circulation des personnes et des biens.

Ces facteurs constituent donc un terrain favorable au développement de conflits bien plus graves, notamment dans un contexte pré-électoral comme celui du Bas-Congo en RDC.

Les initiatives qui tendent à rassembler les populations mais aussi les autorités de ces trois pays doivent donc être encouragées afin de promouvoir le dialogue et la paix dans le cadre d'une intégration économique sous-régionale.

Si le dynamisme de la CEEAC apparaît comme un indicateur positif du changement, c'est avant tout au niveau local que les Etats et les bailleurs doivent appuyés les initiatives que ce soient sur des problématiques économiques, culturelles ou environnementales.

Le jeune réseau Mbongi qui tente de réunir les acteurs du développement de l'Angola, de la RDC et du Congo-Brazzaville ou encore les radios communautaires émettant de part et d'autre des frontières dont la dernière a vu le jour à Mindouli (département du Pool) début août, constituent autant de points d'ancrage pertinents pour favoriser les échanges transfrontaliers et créer une véritable culture de la paix entre les populations de ces trois pays.